



Perspectives historiques

Delphine Gardey

► **To cite this version:**

Delphine Gardey. Perspectives historiques. Les nouvelles frontières de l'inégalité. Hommes et femmes sur le marché du travail., La Découverte et Syros, pp.23 à 38, 1998. halshs-00003958

HAL Id: halshs-00003958

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00003958>

Submitted on 9 Jun 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Perspectives historiques

Delphine Gardey

Le travail des femmes reste mal connu, peu connu, en dépit de nombreux travaux. L'appréhension habituelle de l'histoire du travail féminin est par ailleurs marquée par nombre de stéréotypes, dont le plus persistant s'exprime sans doute dans l'amplification du rôle des guerres dans la « mise au travail » des femmes. L'accumulation de monographies, de synthèses partielles, ne permet guère de sédimenter dans les manuels et les esprits une connaissance commune. De même que la plupart de celles qui se lancent dans des activités nouvelles ont généralement tout à inventer, à l'instar de leurs mères ou grands-mères, c'est comme si la mémoire, ou la capitalisation de la connaissance sur le travail féminin, ne pouvait se faire et qu'il fallait sans cesse redire l'importance du travail dans les vies des femmes qui nous ont précédées. L'historienne doit donc d'abord proclamer : « Les femmes ont toujours travaillé » [Kessler-Harris, 1981].

Cette insistance est nécessaire car les catégories habituelles de l'analyse économique et sociale ont longtemps et souvent omis ou nié les activités féminines [Perrot, 1978 ; Mathieu, 1991]. La saisie et la quantification de nombre d'activités par la statistique demeurent un problème pour l'historien qui s'intéresse aux sociétés du XIXe siècle, caractérisées par des activités majoritairement paysannes, boutiquières et artisanales. Dans le cas de la propriété familiale, les conventions utilisées pour décrire et mesurer l'activité jouent un rôle crucial : « Femmes, enfants, ascendants du chef de ménage peuvent ou non être considérés comme « actifs » : la participation au travail de la ferme peut être plus ou moins grande, l'environnement social et institutionnel plus ou moins propice à l'activité féminine et à sa déclaration » [Marchand, Thélot, 1991]. L'activité des femmes est donc souvent non saisie : « La valorisation abusive mais signifiante du travail productif au XIXe siècle a érigé en seules « travailleuses » les salariées et relégué dans l'ombre l'auxiliariat conjugal, boutiquières et paysannes, et plus encore les ménagères, ces femmes majoritaires et majeures sans lesquelles la société industrielle n'aurait pu se développer » [Perrot, 1978]. L'enregistrement de l'activité des femmes progresse ainsi avec les mutations structurelles de la société et l'affirmation du salariat.

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'INÉGALITÉ

L'enjeu de ce travail est, au-delà de cette difficulté ou de ce refus de saisir ces nombreuses manifestations du travail féminin, de parvenir à rendre compte de la diversité historique des formes d'engagement des femmes dans l'activité économique depuis le début du XIXe siècle. Mon hypothèse est que l'histoire du travail féminin est un outil puissant pour renouveler la compréhension de l'évolution contemporaine des sociétés capitalistes. On peut penser notamment que les avatars successifs de la critique d'une définition strictement productiviste de l'économie et de l'utilité sociale auraient tout à gagner à observer la façon dont le labeur des femmes a historiquement été ou non intégré dans l'économie nationale.

Je m'appuierai, pour aborder les différents temps de l'histoire du travail des femmes, sur une périodisation formalisée par l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles [Desrosières *et al.*, 1988 ; Desrosières, Thévenot, 1992 ; Desrosières, 1993]. La première partie du XIXe siècle est d'abord guidée par une vision de l'organisation du travail structurée autour de la notion de « métier », telle qu'elle pouvait être définie au temps des corporations. Cela signifie notamment que la distinction entre la qualification de la personne et la qualification de l'entreprise n'existe pas (boulangier et boulangerie ne sont pas distincts). L'émergence de la notion de « salariat » au milieu du XIXe siècle et la division de plus en plus importante entre salariés et non-salariés s'accompagne de la définition de différents états ou positions au sein d'une même profession. À partir de 1896, chefs d'établissements, ouvriers et employés sont désormais distingués. Une hiérarchisation plus fine se met en place à la fin du XIXe siècle et se manifeste plus tard dans les recensements qui introduisent à partir de 1930 des grilles d'emplois qualifiés s'appuyant sur des formations spécifiques.

On pourrait donc considérer qu'il existe trois temps dans l'histoire contemporaine du travail des femmes, le premier serait celui où la notion de « travaux des femmes » prédominerait ; le second, celui où la visibilité de la femme salariée (ouvrière et employée) serait le plus marquant ; le troisième, ancré dans la première partie du XXe siècle, celui où la question de l'accès des femmes à de nouvelles professions serait clairement posée.

Je propose ici quelques pistes qui font le bilan des connaissances et de l'historiographie en respectant ces structurations temporelles. Faut de place, je ne pourrai toutefois traiter de la question cruciale de l'accès des femmes aux professions supérieures et de la diversification des filières d'activité et des emplois féminins entre les deux guerres, c'est-à-dire du troisième temps. Avant de retourner vers les paysannes, les boutiquières, les ouvrières et les employées, je prends donc la liberté d'évoquer rapidement quelques éléments de réflexion indicatifs sur ce sujet pour contribuer à tirer le fil qui relie les salariées de la fin du XIXe siècle à celles d'aujourd'hui.

La fin du siècle dernier se caractérise par l'accès des femmes à de nouveaux cursus et à de nouveaux emplois. En dépit de l'enregistrement des progrès des filles dans l'ensemble des cycles de la scolarité et notamment de leur accès au

PERSPECTIVES HISTORIQUES

baccalauréat et aux études supérieures, la question de l'accès des femmes aux professions supérieures est problématique entre les deux guerres même s'il existe un climat beaucoup plus favorable à l'idée de « carrière féminine ». En dehors du groupe reconnu et valorisé des femmes professeurs de l'enseignement secondaire [Cacouault, 1984 ; 1987], les progrès réalisés durant cette période restent du domaine des expériences limitées. Les femmes qui finissent par devenir médecins, avocates, ingénieurs, professeurs d'université ne sont que quelques-unes et leur insertion dans les différents milieux professionnels concernés est toujours source de conflits. La question de la participation des femmes à des activités d'autorité ou de commandement est centrale et doit être abordée en tenant compte du contexte français d'exclusion des femmes des droits civils et politiques. Il faut attendre 1907 pour que les femmes mariées puissent disposer librement de leur salaire et 1938 pour qu'elles soient émancipées de la tutelle masculine [Bard, 1995]. L'accès des femmes au droit et à l'exercice des professions juridiques est emblématique des contradictions de l'époque : comment admettre l'existence de femmes avocates et magistrates alors que les femmes sont forcément absentes du lieu de l'élaboration du droit (le Parlement) par leur exclusion du droit de vote ? Mineures dans le cadre familial, mineures dans la vie civile et politique, les femmes ne sauraient être qu'à titre exceptionnel, dérogatoire ou transgressif, « majeures » dans les activités qu'elles exercent. Chacune pourra méditer sur la longue vie de cette réalité.

LES TRAVAUX DES FEMMES

Les « travaux des femmes » [Perte, 1978 ; Riot-Sarcey, 1987], entendus comme les tâches des sociétés traditionnelles ou comme des tâches traditionnellement dévolues aux femmes, ont les premiers retenu l'attention des historiennes. Plusieurs questions peuvent être traitées dans cette notion de « travaux des femmes » d'une part la question du statut et de la place des activités féminines dans le cadre de sociétés dites pré-industrielles qui comprend donc l'analyse du travail paysan, d'autre part la question des activités durablement occupées par les femmes.

Les premiers récits historiques en France se sont souvent centrés sur les domaines d'activité considérés comme propres aux femmes et sur leurs débouchés en termes de métiers : couture, soins des enfants et des corps, soins de la maison et production domestique. En France, les figures féminines des couturières, infirmières [Knibiehler, 1984], sages-femmes, domestiques [Martin-Fugier, 1983], nourrices, institutrices mais aussi prostituées ont inspiré les premières recherches.

En ce qui concerne la couture et les soins domestiques et familiaux, on pourrait relire cette première historiographie comme une volonté de rendre compte de la permanence dans le temps des gestes et pratiques des femmes. La question de la transmission et l'attachement à l'idée d'une culture féminine sont ici

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'INÉGALITÉ

prégnants. La culture du linge (la laveuse, la couturière) magnifiquement étudiée par Yvonne Verdier témoigne de ce souci : dire la permanence et la répétition, la production et la reproduction dans le travail des femmes [Verdier, 1979].

La diversité des travaux d'aiguille (couture, lingerie, corseterie, bonneterie, broderie à la main ou mécanique, chapellerie, passementerie, fleurs et plumes, chaussures) qui rythment les heures de la plupart des journées des femmes du siècle dernier témoigne du caractère ténu des frontières entre activité domestique et activité productrice. Activité essentielle d'auto-production et de réparation, la couture est toujours et jusqu'aux années 1940 une ressource de travail marchand pour les femmes qui l'exercent longtemps à domicile. Elle est aussi pour les jeunes filles un élément d'apprentissage de la condition d'être femme, à la fois nécessité et gagne-pain pour les femmes des classes populaires, pratique d'apprentissage, mode de « sociabilisation », pratique de loisir et signe ostentatoire de la condition de femme oisive pour les jeunes filles et les femmes de la bourgeoisie [Zylberberg-Hocquard, 1978 ; 1981].

Il est certain que la première historiographie sur le travail féminin, féministe ou non, s'est beaucoup intéressée à la question de l'engagement du corps des femmes dans le « travail ». Travailler, pour une femme au XIXe siècle, c'est souvent vendre ou louer son corps, comme le font les nourrices, les prostituées mais aussi les domestiques, victimes très faciles des abus et violences sexuelles [Louis, 1994]. Ce sont ces servitudes et servilités de la condition d'être femme travailleuse que ces historiens ont tenu à mettre en évidence [Fraisie, 1979], témoignant chemin faisant et de façon très précise de l'organisation économique et sociale de ces activités. Loin d'être marginaux, ces métiers féminins sont des rouages essentiels du fonctionnement global du monde social.

Le travail des nourrices dans le Morvan [Armangeaud, 1964], par exemple, structure l'ensemble de l'économie locale ; ce travail est la nécessaire contrepartie de l'activité de femmes urbaines, qu'elles soient ouvrières, employées ou domestiques, ainsi que le moyen de dissimuler nombre de naissances illégitimes. Les nourrices sur lieu, participant de la domesticité des familles aisées, sont pour leur part la condition d'existence de la femme oisive, aristocrate ou bourgeoise [Fay-Sallois, 1980 ; Martin-Fugier, 1978].

Alain Corbin s'est également penché sur les formes strictement économiques de la prostitution : de « l'entreprise » que constitue la maison close aux nouvelles formes du marché du sexe : filles en carte, maisons ouvertes, cabarets... ainsi que sur les « fonctions sociales » de celles qui permettent de combler les frustrations d'une classe bourgeoise masculine qui invente conjointement l'idéalisation de la famille, la pureté de la mère et la fonctionnalité de la sexualité conjugale [Corbin, 1978].

Rouage central de la définition de la bourgeoisie, la domesticité comprise dans un sens large est aussi la condition de nombre de femmes qui aident à la ferme, dans la boutique ou chez des particuliers. Dans la plupart des pays occidentaux, le service domestique constitue un secteur d'emploi très important pour les femmes.

PERSPECTIVES HISTORIQUES

Il représente 22% des actives en 1866, devant l'industrie textile (10%) [Scott, 1991]. Il n'amorce son déclin qu'après la Première Guerre mondiale.

Les investigations historiques suite travail des paysannes, redevables de l'analyse ethnographique et de l'examen des récits des folkloristes, témoignent d'un même attachement à définir les gestes et les tâches des femmes. Paradoxalement, elles marquent une moindre attention à la dimension plus « économique » de ces activités. Les recherches de Martine Segalen ont néanmoins le mérite d'introduire une réflexion beaucoup plus interactionniste sur la définition des rôles féminins et des rôles masculins. Il y est en effet question d'observer, dans le détail et dans la variété des configurations régionales, la répartition des activités féminines et masculines à la ferme [Segalen, 1980]. La division sexuelle du travail paysan est ici envisagée à partir d'une analyse de la répartition des espaces (maison, grange, cour et basse-cour, potager, champ) ou d'une spécialisation sexuée des activités et des gestes. C'est la vie du ménage rural comme lieu de l'exploitation agricole qui est la cible d'un regard moins préoccupé par les questions de la diachronie et du changement.

La question du changement est cependant importante si on s'intéresse aux conditions d'exercice du travail au siècle de la révolution industrielle. L'historiographie de la révolution industrielle a d'abord insisté sur la radicalité des transformations intervenues : passage d'un mode de production paysan et industriel centré sur la famille, d'une société caractérisée par l'autoproduction et l'autoconsommation à un mode de production marqué par la séparation entre l'espace productif et l'espace domestique, la généralisation du salariat, l'invention de l'usine et l'émergence d'une société de consommation.

La radicalité des transformations a été mise en scène par les contemporains eux-mêmes, notamment en ce qui concerne le sort des femmes. Joan Scott a pu montrer l'invention par l'économie politique d'une figure nouvelle : la « travailleuse » [Scott, 1991]. « L'ouvrière », ce mot « impie » et « sordide », préoccupe au milieu du siècle dernier les âmes charitables qui déplorent la fin d'un ordre ancien plus conforme au rôle construit comme « naturel » des femmes [Scott, 1987]. Joan Scott met ainsi en évidence l'opposition qui s'instaure dans les discours et les opinions entre le cadre idéal ou idéalisé de l'activité féminine s'exerçant sans contradiction avec les tâches familiales et domestiques dans la maison et le cadre insoutenable aux contemporains de l'espace de la fabrique ou de l'usine qui est contre la « nature » des femmes elles-mêmes. Il faut insister ici sur le fait que travailler à la maison n'était pas une garantie de disponibilité pour le soin des enfants ou du ménage — qu'on pense au labeur incessant des paysannes ou à l'extrême faiblesse de la rémunération des travaux d'aiguille obligeant généralement à huit ou neuf heures de travail assidu. On sait, notamment par les travaux d'Yvonne Knibiehler, que l'exigence des soins à l'enfant est elle-même une préoccupation récente [Knibiehler, Fouquet, 1980 ; Thébaud, 1986] et que le discours médical sur l'élevage des enfants coïncide avec l'invention par les élites, au cours de la seconde partie du XIXe siècle, de la femme au foyer [Sohn,

1991 ; Martin, 1984 ; 1987]. La « travailleuse » et « l'ange du foyer » [Woolf, 1942] sont, on le voit, des constructions fortement concomitantes.

Les premiers travaux de Louise Tilly et Joan Scott avaient mis en évidence la variété des façons dont les femmes articulaient charges de famille ou charges domestiques et type d'engagement dans un travail « productif » au cours de l'histoire mais aussi au long de leur vie de femmes [Tilly, Scott, 1987 ; Meyering, 1990]. Comme l'a très bien montré récemment Laura Frader dans une contribution pour *Les Cahiers du Mage*, ces problématiques ont inspiré toute une série de travaux monographiques novateurs de la part d'historiens anglo-saxons sur la région stéphanoise, sur les vignobles de l'Aude, sur l'industrie textile du Nord ou de Normandie [Frader, 1995]. Ici, les questions spécifiques à l'histoire des femmes ont contribué à refonder des approches souvent simplistes de ces phases de transition économiques et sociales [Hudson, Lee, 1990].

Je voudrais insister pour finir sur une question particulièrement pertinente, posée par les spécialistes de l'époque moderne et les médiévistes et qui mériterait certainement d'être regardée de façon analogue pour ce qui concerne le travail des femmes aux XIXe et XXe siècles. Ceux-ci pointent en effet le fait que les femmes ont toujours exercé des métiers à titre indépendant. Il existe ainsi, à l'époque moderne (XVIe/XVIIIe siècle), des corps de métier féminins ou mixtes c'est le cas des lingères, des couturières, des marchandes de mode mais aussi des grainetiers et grainetières, etc. Au total nombre de femmes exercent à Paris comme filles majeures », c'est-à-dire en tant que femmes indépendantes, ni mariées, ni veuves [Truant, 1996]. L'enjeu pour cette nouvelle historiographie est notamment de faire une histoire des femmes « au sein des métiers », de « leur place, de leur rôle, de leurs droits ». Joan Scott insiste également sur l'importance du travail à l'extérieur réalisé dès la première partie du XIXe siècle par nombre de jeunes filles ou de jeunes femmes : elles sont aides-domestiques, aides-fermières, auxiliaires dans les boutiques, souvent loin de chez elles. Comme je l'ai déjà mentionné, nombre de femmes vivent autour de la confection, de la mode, du travail réalisé à la maison et perçoivent pour cela un salaire bien avant la généralisation de la relation salariale.

Ces remarques nous invitent à réfléchir sur ce qui se joue dans la capacité d'une activité à être nommée comme un métier. Est-ce spécifique aux métiers des femmes d'être à la fois des métiers au sens corporatif le plus strict, mais aussi des activités beaucoup plus diffuses et insaisissables ? Ces coexistences ne sont-elles pas plutôt historiques car ancrées dans d'autres modes de définition de l'activité et de la production ? L'histoire de la façon dont est construite et déconstruite la professionnalité des activités des femmes dans le temps nous semble ici un mode d'interrogation prometteur. On peut en effet penser que, tout comme la démocratie française s'est fondée sur l'exclusion des femmes [Fraisie, 1989], la définition de l'économie politique s'est fondée sur l'exclusion du travail des femmes de la définition de la valeur et de l'utilité sociale.

PERSPECTIVES HISTORIQUES

En ce sens, le XIXe siècle marque une période de recul pour ce qui est de l'exercice effectif de nombre d'emplois ou positions et de certaines représentations du travail féminin. Deux indices, afin de repérer ce recul et finir : la baisse considérable du nombre des femmes directrices de bureau de poste dans la première moitié du XIXe siècle par rapport au XVIIIe siècle [Bachrach, 1984] ; la perte de pouvoir de nombre de femmes de la bourgeoisie en ce qui concerne la gestion de leurs affaires, en raison du code Napoléon : leur indépendance et leurs droits de propriété sont considérablement restreints [Bonnie, 1989].

DES FEMMES QUI TRAVAILLENT POUR DES SALAIRES : OUVRIÈRES ET EMPLOYÉES.

Les éléments avancés plus haut tendent à mettre en évidence le fait qu'il n'y a pas deux temps historiques radicalement opposables : celui où les femmes travailleraient majoritairement à domicile et seraient non salariées, celui où les femmes travailleuses seraient majoritairement salariées et hors de leur domicile. Le schéma du passage d'un premier à un deuxième temps existe cependant, même si se produisent des « retours » remarquables à des modes d'organisation antérieurs : qu'on pense, par exemple, à la recrudescence du travail féminin à domicile au début du XXe siècle dans l'industrie de la lingerie, de la chaussure ou des fleurs artificielles, et aux problèmes de protection de la main-d'oeuvre qu'il suscite alors. L'Office du travail réalise plusieurs séries d'enquêtes sur ces questions entre 1907 et 1914. La question du travail à domicile provoque également nombre d'essais et de discussions au cours de la Première Guerre mondiale [Guilbert, Isambert-Jamati, 1956].

Avant d'entrer dans l'analyse plus spécifique de la condition des femmes salariées, je voudrais faire plusieurs remarques. Il demeure difficile de rendre compte de l'évolution de l'activité des femmes sur la longue durée (1850-1940) parce qu'une partie des travaux des femmes n'était pas déclarée ou enregistrée, parce que les catégories des enquêtes et du recensement étaient variables et hétérogènes.

Au regard des données disponibles [Bouillaguet, Germe, 1977 ; Zerner, 1985 ; Marchand, Thélot, 1991 ; Dupâquier, Kessler, 1992], on peut mettre néanmoins en évidence quelques faits : la population active féminine (à savoir le nombre de femmes dont l'activité est enregistrée rapportée au nombre de femmes en âge de travailler) croit au cours du XIXe siècle et diminue entre les deux guerres. Il est intéressant de noter ici que, contrairement aux idées reçues, la Première Guerre mondiale interrompt le mouvement de fond d'augmentation du travail féminin. La « mobilisation » des femmes pendant le conflit, qui se manifeste par leur introduction dans des secteurs ou des emplois où elles étaient jusqu'alors absentes ou peu nombreuses (l'industrie d'armement, par exemple, mais aussi la conduite des tramways), frappe les contemporains parce que ces femmes sont visibles et circulent dans l'espace public. Le conflit sert d'accélérateur à la promotion dans certains emplois ou branches d'activité mais non d'initiateur ou

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'INÉGALITÉ

d'introducteur. Il est suivi, par ailleurs, par une rapide démobilisation et un retour souvent forcé au foyer de nombre de femmes [Dubesset, Thébaud, Vincent, 1977 ; Thébaud, 1986].

D'un point de vue plus structurel, on parvient entre les deux guerres à une équipartition du nombre de femmes travaillant dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Il faut insister également sur la féminisation marquée jusqu'en 1914 de la classe ouvrière. La part des femmes dans l'industrie se maintient avant et après le conflit, mais leur distribution entre les différentes branches d'activité se modifie. Deux éléments marquants interviennent entre les deux guerres : la très nette salarisation des femmes actives dans les professions non agricoles qui contribue à rendre plus visible l'activité des femmes ; le « triomphe de l'employée » qui s'inscrit dans un mouvement plus ancien de croissance des activités de service publiques et privées. La composition du salariat non agricole féminin est ainsi en voie de modification durable : si on compte trois ouvrières pour une employée en 1906, on dénombre une employée pour deux ouvrières en 1931 [Zerner, 1987].

Dans ce qui suit, j'évoquerai plus précisément deux aspects : les modifications au sein du monde ouvrier féminin et les transformations concernant les emplois dans les « services » (et, plus particulièrement, l'essor des femmes en col blanc). La structuration d'ensemble du marché du travail féminin ouvrier au XIXe siècle demeure mal connue. Nombre de monographies permettent en revanche d'entrer dans le détail de certaines activités ou du marché local du travail. Là encore, ce sont les secteurs du travail des étoffes et de l'industrie textile qui ont fait l'objet des études les plus poussées. L'étude de la bonneterie à Troyes [Harden-Chenu, 1989] ou de la rubannerie à Saint-Étienne [Dubesset, Zancarini, 1993], témoignent du même type de problématiques : regarder, en précision et à l'échelle d'une industrie locale, la différenciation des filières féminines et masculines, les tâches et fonctions de chacun, la reconfiguration éventuelle de l'organisation du travail autour de certains changements techniques [Robert, 1980 ; Perret, 1983]. Ces travaux s'intéressent aux formes historiques de la division sexuelle du travail, à la question de la construction des rapports sociaux de sexe ou des qualifications féminines et masculines. Dans le domaine de la rubannerie, qui est pour l'essentiel un travail de tissage de la soie, la forte participation des femmes à ce secteur et le renforcement de leur présence à la fin du siècle n'empêchent pas une division assez précise des tâches et des espaces. La nomenclature des métiers des unes et des autres est à ce titre évocatrice : les femmes sont appareilleuses, enfileuses, dévideuses, ourdisseuses, découpeuses..., les hommes mouliniers, teinturiers, liseurs, graffeurs, gauffreurs... Présentes, actives, voire suractives et souvent très qualifiées, les ouvrières de la rubannerie, quand elles sont interrogées, minimisent cependant leur rôle : c'est en effet que la définition du métier se détermine autour de la possession de l'objet (métier à tisser les rubans) et que seuls les hommes possèdent et transmettent à leur fils l'objet (et le métier). L'incapacité des femmes elles-mêmes à dire leur professionnalité est ici patente.

PERSPECTIVES HISTORIQUES

Dans le cas de la bonneterie troyenne, les travaux d'Helen Harden-Chenu mettent en évidence les relations existant entre l'évolution des techniques, la division sexuelle du travail et le processus de construction des qualifications dans le textile tricoté. Ainsi, si le travail féminin du filage s'est mécanisé, masculinisé et a été progressivement défini comme qualifié, le tissage, où les femmes remplacent les hommes, n'a pas vu la mécanisation qualifier l'exécutante. « C'est cette division entre métier qualifié masculin et « travaux féminins » qui sert de forme d'exclusion des femmes du sens noble d'appartenance à un corps de métier » [in Chabaud-Rychter *et al*, 1987].

Dans un numéro spécial du Mouvement Social consacré aux « métiers de femmes », Michelle Perrot avait mis en évidence les difficultés passées et actuelles à reconnaître la professionnalité des femmes. Si on constate bien un mouvement général de professionnalisation à la fin du XIXe siècle, mouvement auquel les femmes participent, le déguisement des qualifications féminines en qualités ne donne pas crédit au fait qu'elles exercent de nouveaux emplois qualifiés. La notion de « métier féminin » qui fait son apparition à la fin du XIXe siècle se définit ainsi spécifiquement autour des professions qui prolongent les tâches « naturelles » ou maternelles des femmes : infirmière, institutrice, sage-femme, etc. [Perrot, 1987] et les enferme dans la seule reconnaissance de ces qualifications. L'ouvrière, fût-elle qualifiée, ne saurait posséder un métier. Les métiers féminins ne sauraient être clairement définis comme des professions.

Le rôle central accordé au travail des étoffes et à l'industrie textile dans la révolution industrielle et la participation importante des femmes à ce secteur ne doivent pas faire oublier la diversité des tâches qu'elles exercent dans les entreprises. On peut ainsi noter, à titre d'exemple, la présence minoritaire mais notable des femmes dans les mines : elles sont laveuses et trieuses de charbon sous le Second Empire. La participation des femmes à l'industrie des métaux est également ancienne mais mal étudiée (elles représentent 20% de la main-d'oeuvre totale dans les métaux fins en 1866). À la fin du XIXe siècle, la diversification des emplois féminins dans l'industrie est visible dans les statistiques : elles sont occupées notamment dans les nouvelles industries de l'alimentation, ainsi que dans l'industrie chimique et électrique, la faïencerie et l'industrie du papier et des cartons [Zylberberg-Hocquard, 1978 ; 1981 ; 1995 ; Guilbert, 1966 ; Blunden, 1977]. En 1914, on compte 20% de femmes dans l'industrie alimentaire et 12% dans l'industrie chimique. Les sardinières, les ouvrières d'État des allumettes et du tabac, les femmes qui fabriquent l'eau de Javel sont les nouvelles figures emblématiques du travail ouvrier féminin.

Si ces différents secteurs mériteraient des investigations spécifiques, l'analyse de la répartition sectorielle et professionnelle des ouvrières entre les deux guerres a bien progressé du fait d'une série de travaux d'ensemble plus ou moins récents qui témoignent d'une réorientation méthodologique et historiographique [Rhein, 1977 ; Zerner, 1985 ; Omnès, 1997 ; Gardey, 1995a]. Faisant le constat de la non-neutralité des concepts économiques, Sylvie Zerner en choisissant d'étudier

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'INÉGALITÉ

les actives non agricoles souhaite observer « les femmes comme agents économiques et non des agents économiques dont la caractéristique serait d'être une femme ». Il s'agit alors d'analyser le rôle spécifique de la main-d'œuvre féminine dans les mutations du capitalisme, en refusant notamment l'idée convenue suivant laquelle les femmes constitueraient une « main-d'œuvre de réserve » [Zerner, 1985]. L'étude de l'évolution de l'activité féminine dans les différentes branches de l'économie permet de mettre en évidence la spécialisation du travail ouvrier féminin dans les secteurs où le travail est parcellisé, le cantonnement, en ce qui concerne les emplois de bureau, dans les tâches subalternes et l'implantation privilégiée du taylorisme dans les services féminins. Plus que de métiers, il est ici question de branches d'activité, de filières professionnelles en déclin ou en essor, de la taille et des modes d'organisation des entreprises.

L'analyse fine des liens entre la profession, la branche, le territoire et la famille, sont les éléments structurants du travail de Catherine Omnès sur les trajectoires professionnelles des ouvrières sur le marché du travail parisien (Omnès, 1997). Cet auteur propose une lecture sexuée du marché du travail et une analyse de l'identité du milieu ouvrier féminin en croisant les trajectoires socio-géographiques, les comportements familiaux et sociaux et les itinéraires professionnels. C'est l'évolution de la structure et du fonctionnement du marché du travail dans son ensemble durant la première partie du siècle qui se trouve ainsi éclairée par ces enquêtes minutieuses sur des cohortes d'ouvrières. Le marché du travail féminin s'avère ne pouvoir être considéré ni comme un marché fluide, ni comme un marché précaire ni comme un marché d'appoint. Par ailleurs, l'instabilité imputée aux femmes ne semble pas leur être spécifique - ce que révèle la très forte mobilité des ouvriers masculins sur ce marché dans les années 1920. En ce qui concerne la difficile question de la qualification des femmes, Catherine Omnès montre que c'est dans les industries féminisées et dans les branches où existent des filières d'apprentissage destinées aux jeunes filles (couture, cuirs et peaux, cartonnage, industries polygraphiques) que les voies de la qualification semblent les plus ouvertes. Hors de ce secteur, le cantonnement des femmes dans des emplois non qualifiés est la règle. L'ancienneté des « travaux des femmes » jouerait ainsi dans leur possible reconnaissance sociale. Par ailleurs, l'enquête sur les ouvrières parisiennes affine et complète certains points mis en avant par Sylvie Zerner L'augmentation des effectifs féminins dans des secteurs porteurs de l'économie parisienne (métaux, chimie, alimentation) ne se produit pas seulement du fait de la multiplication des postes de travail en série ou à la chaîne. Si féminisation et rationalisation du travail sont souvent associées, la féminisation de certains emplois concerne des tâches plus traditionnelles et non rationalisées, comme celles ayant trait au conditionnement dans l'industrie chimique ou alimentaire, ou se manifeste par l'introduction des femmes à des postes sur machines jusqu'ici masculins, notamment dans la métallurgie et les entreprises connexes.

Le suivi de la participation des femmes aux activités de service sur la longue durée est encore plus délicat d'un point de vue de méthode. Les femmes ont

PERSPECTIVES HISTORIQUES

toujours été présentes dans les activités de services si on entend par services l'ensemble des activités non industrielles, et en particulier les deux mondes principaux où elles s'exercent : le commerce et le bureau. Avant d'aller plus loin sur ces deux domaines, il faut redire l'importance économique des services aux personnes et le rôle considérable de la domesticité dans l'emploi des femmes jusqu'à la première Guerre mondiale.

Si on s'intéresse au monde du commerce et à l'univers très diversifié de la boutique, on éprouve les mêmes difficultés que dans le cas des paysannes pour cerner la participation des femmes à des économies souvent familiales. L'histoire du petit commerce se doit encore d'explorer dans le détail les formes de la division sexuelle et familiale des tâches [Crossick, Haupt, 1995]. Ainsi, si la boulangerie est surtout une « affaire d'hommes » [Angleraud, 1993], certaines boutiques sont connues pour être tenues par des femmes : fleuristes, merceries... Il faudrait donc entreprendre une histoire des femmes « majeures » du commerce, c'est-à-dire de celles, en diminution globale sur la période qui va de 1850 à 1940, qui sont propriétaires et patronnes d'une boutique.

La salarisation des emplois dans le commerce, liée à l'essor marquant des « magasins de nouveautés » puis des grands magasins, concerne bien entendu les femmes qui sont recrutées dans ces derniers comme vendeuses ou caissières. Le « Bonheur des Dames » repose en effet sur le travail incessant de ces demoiselles des magasins dont l'organisation du travail et le contrôle du mode de vie ont, par certains aspects, à voir avec celui des domestiques [Lesselier, 1978].

LA FÉMINISATION DES EMPLOIS DE BUREAU

Loin du commerce, le monde des bureaux semble plus prometteur aux femmes disposant d'un niveau d'instruction primaire ou primaire supérieur. S'il est certain que des femmes ont occupé au cours de l'histoire des positions d'employées de bureau (que ce soit dans l'administration des postes [Bertinotti, 1985], dans le cadre des activités d'un commerce ou d'une entreprise familiale ou dans certaines banques), ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle que la figure de l'employée devient plus courante. Les premières années du siècle et l'entre-deux-guerres voient cette évolution s'affirmer dans des proportions considérables. En même temps que les actives sont de plus en plus souvent des employées, le métier d'employé de bureau se décline de plus en plus souvent au féminin [Gardey, 1995a]. Dans le cas des cols blancs, un domaine peu investi par la tradition historique et sociologique française [Gardey, 1996], il a donc été possible d'écrire une histoire d'emblée « sexuée » d'un groupe et de réfléchir au « rôle joué par le genre dans la constitution des groupes sociaux » [Frevert, 1991].

Mes travaux personnels s'intéressent ainsi aux circonstances et aux facteurs de la féminisation des emplois de bureau. Il s'agit aussi bien de donner à voir les aspects quantitatifs ou macro-sociaux du phénomène que de l'étudier dans des

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'INÉGALITÉ

cas plus spécifiques : la féminisation des emplois de bureau dans une entreprise en plein essor telle que Renault ; la féminisation d'une profession emblématique des évolutions de l'époque : les sténodactylographes. Ces travaux visent également à étudier la façon dont s'élaborent et se perpétuent des formes de division sexuelle du travail au sein des emplois de bureau et à mesurer les conséquences de nouvelles formes d'organisation du travail administratif sur les conditions de vie et la position sociale relative des employés des deux sexes.

Dans le cas de l'entreprise Renault, le traitement quantitatif des archives individuelles du personnel de l'entreprise, confronté avec l'analyse des photographies de service, ou de sources plus qualitatives sur le fonctionnement des services permet de mettre en évidence les itinéraires individuels et les comportements collectifs des employés. Essentiellement occupées à des postes ordinaires d'employées administratives, les femmes sont majoritaires dans les années 1920 dans les emplois « techniques » du bureau : dactylographes, téléphonistes, opératrices sur machines comptables, et ne connaissent pas de promotion en dehors de l'accès très minoritaire au statut de « sténodactylographe payée au mois », alors qu'un groupe non négligeable d'employés masculins (un tiers de l'ensemble) peut espérer faire carrière dans différentes filières d'emplois : les emplois qualifiés liés à la comptabilité, les emplois ayant trait à l'organisation de la production (employés techniques, dessinateurs), les emplois liés aux fonctions commerciales de l'entreprise (employés polyglottes, employés commerciaux). Par ailleurs, nombre d'employés de bureau masculins évoluent vers des postes de responsabilité dans les ateliers comme chefs d'ateliers ou contremaîtres. La seule femme cadre de l'entreprise entre les deux guerres est ainsi une demoiselle qui règne sur un espace strictement féminin en tant que responsable du service dactylographique durant plusieurs dizaines d'années.

L'invention d'un secteur d'activité durablement féminin (les emplois administratifs) se construit donc au cours de cette période où les femmes affluent dans des emplois et des activités en plein essor : dans les administrations de l'État, mais aussi dans les banques, les compagnies d'assurance et les bureaux des grandes entreprises ou des grands établissements de commerce. D'abord pionnières dans des espaces masculins (les premières femmes qui entrent au Crédit Lyonnais dans les années 1880 sont longtemps cantonnées dans le seul service des Titres), souvent qualifiées (les premières dactylographes qui entrent au ministère de l'Intérieur au début du siècle possèdent le brevet de capacité requis pour être institutrices) [Gardey, 1995a], les femmes employées de bureau sont de plus en plus nombreuses et proviennent de milieux sociaux de plus en plus diversifiés après la Première Guerre mondiale. La féminisation de ces emplois participe de la « révolution administrative » qui se produit alors dans nombre de grands établissements recours à de nouvelles technologies de communication, mécanisation de nombre de tâches, organisation rationnelle (au sens du taylorisme) de nombre de services.

On voit ainsi comment l'accès d'abord limité des femmes à certaines professions est rapidement constitué dans l'opinion comme « naturel » en dépit de

PERSPECTIVES HISTORIQUES

nombreux débats sur la légitimité de la « femme fonctionnaire ». La construction de la féminité de la pratique dactylographique avec la figure centrale à la fin du XIXe siècle de la « charmante dactylo » [Gardey, 19956] renverse les évidences et contribue à la féminisation et à la naturalisation de tout un ensemble de fonctions jusque-là strictement déclinées au masculin.

Quelques remarques conclusives à l'issue de ce panorama extrêmement rapide de l'état de la connaissance et des questions sur l'histoire du travail des femmes depuis le début du siècle dernier. On l'a vu, l'analyse historique des activités des femmes conduit à renouveler les catégories habituelles et à déconstruire les frontières communément admises entre travail et non-travail mais aussi entre activité rémunérée et utilité sociale. La question de la reconnaissance monétaire, économique et sociale des activités des hommes et des femmes (et de son inscription dans des savoirs tels que la statistique descriptive ou l'économie politique) mérite examen, car elle est à l'évidence non neutre.

Le deuxième sentiment qui émerge est celui de la réitération des expériences et des itinéraires singuliers des femmes, de la réinvention permanente ou de l'impossible capitalisation. Ce sentiment paraît juste tant le XXe siècle semble balbutier mais il doit être aussi un moyen d'alimenter la réflexion sur les filières de promotion possibles : trois générations de femmes enseignantes finissent par donner des polytechniciennes [Marry, 1995].

Ce qui apparaît le plus clairement, me semble-t-il, c'est la grande stabilité et, paradoxalement, la grande relativité de la définition du masculin et du féminin en ce qui concerne le travail. Il est des domaines d'activité qui sont fortement et durablement naturalisés : la couture est une affaire de femmes ; la maîtrise des techniques de l'ingénieur une affaire d'hommes. Mais dès qu'on regarde dans l'intimité des tâches dites « féminines », les choses ne sont pas évidentes : nombre de tâches relevant de la couture (coupe, travail du cuir et des peaux) sont dévolues aux hommes. Ce qui apparaît en fait, c'est qu'en dehors des grands domaines dont sont exclues les femmes, les frontières du masculin et du féminin sont en élaboration constante. Les bastions masculins sont eux-mêmes progressivement conquis. Mais si les femmes déplacent des frontières, ces frontières bougent en même temps qu'elles sont franchies. On voit ainsi se modifier ce qui est reconnu comme valeur ou comme utilité sociale dans les multiples tâches du travail. Ce déplacement se fait généralement au détriment des femmes : l'introduction d'une nouvelle technique dans un processus de travail peut être un atout ou se « retourner » contre ses utilisateurs suivant qu'il s'agit de femmes ou d'hommes [Baron, 1991]. La force des discours et des pratiques organisationnelles est ici patente. Prédomine au bout du compte l'impression d'indéfinition et d'insaisissabilité de la qualification ou de la professionnalité au féminin.

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'INÉGALITÉ

Bibliographie

- ANGLERAUD B. (1993), Les boulangers lyonnais aux XIXe et XXe siècles (1836-1914). Une étude sur la petite bourgeoisie boutiquière, Thèse d'histoire, Université Lyon II.
- ARMANGEAUD A. (1964), « Les nourrices du Morvan au XIXe siècle », *Études et chroniques de démographie historique*.
- BACHRACH S. (1984), « Dames Employées: the Feminization of Postal Work in Nineteenth-Century France », *Women and History*, n° 8, Haworth Press, Binghamton.
- BARD C. (1995), *Les filles de Marianne, Histoire des féminismes, 1914-1940*, Fayard, Paris.
- BARON A. (Ed.) (1991), *Work Engendered, Toward a New History of American Labor*, Cornell University Press, Ithaca and London.
- BERTINOTTI D. (1985), « Carrières féminines et carrières masculines dans l'administration des Postes et des Télégraphes à la fin du XIXe siècle », *Annales E.S.C.*
- BONNIE S. (1989), *Les bourgeoises du Nord 1850-1914*, Perrin, Paris.
- BLUNDEN K. (1977), « La structure de l'activité féminine et l'industrialisation », Thèse, Université des Sciences Sociales, Grenoble.
- BOUILLAGUET P., GERME I.-F. (1981), « Salarisation et travail féminin », *Critiques de l'Économie Politique*, n°17.
- CACOUAULT M. (1984), « Diplôme et célibat. Les femmes professeurs de lycée entre les deux guerres », in FARGE A. ET KLAPISCH-ZUBER C., *Madame ou Mademoiselle ? Itinéraires de la solitude féminine XVIIIe-XXe siècle*, Montalba, Paris.
- CACOUAULT M. (1987), « Prof., c'est bien... pour une femme ? », in numéro spécial du *Mouvement Social*, n 140.
- CHABAUD-RYCHTER D., DONIOL-SHAW G., HARDEN-CHENU H. (1987), Division sexuelle des techniques et qualification, Pirttem, GEDISST, CNRS, multigr., Paris.
- Clio* (1996), Histoire, Femmes et Société, 3.
- CORBIN A. (1978), *Les filles de noce : misère sexuelle et prostitution (XIXe-XXe siècles)*, Aubier-Montaigne, Paris.
- CROSSICK G., HAUPT H.-G. (1995), *The Petite Bourgeoisie in Europe, 1780-1914*, Routledge, London and New-York.
- DESROSIERES A., THEVENOT L. (1992), *Les Catégories socio-professionnelles*, La Découverte, Paris.
- DESROSIERES A. (1993), *La politique des grands nombres, histoire de la raison statistique*, La Découverte, Paris.
- DESROSIERES A., MAIRESSE A., VOLLE M. (1977, rééd. 1988), *Pour une histoire de la statistique*, Insee, Economica, Paris.
- DUBESSET M., THEBAUD F., VINCENT C. (1977), « Les munitionnettes de la Seine », in *l'Autre Front*, Cahiers du Mouvement Social, Les Ediyons Ouvrières, no 2.
- DUBESSET M., ZANCARINI-FOURNEL M. (1993), *Parcours de femmes, réalités et représentations, Saint-Etienne 1880-1950*, PUL, Lyon.
- DUBY G., PERROT M. (Dir.) (1991), *Histoire des femmes*, 5 volumes, Plon, Paris.
- DUPÂQUIER J., KESSLER D. (1992). *La société française au XIXe siècle. Tradition, transition, transformations*, fuyard, Paris.
- FAY-SALLOIS F. (1980), *Les nourrices à Paris au XIXe siècle*, Payot, Paris.

PERSPECTIVES HISTORIQUES

FRADER L. (1995), « La division Sexuelle du travail à la lumière des recherches historiques », *Les Cahiers du Mage*, n° 3-4.

FRAISSE G. (1979), *Femmes toutes mains, essai sur le service domestique*. Seuil, Paris.

FRAISSE G. (1989), *Muse de la raison, la démocratie exclusive et la différence des sexes*, Alinéa, Paris.

FREVERT U. (1991) « Classe et Genre dans la bourgeoisie allemande au XIXe Siècle », *Genèses* n° 6, décembre.

GARDEY D. (1995a), « Un monde en mutation, les employés de bureau en France (1890-1930), féminisation, mécanisation, rationalisation », Thèse d'histoire, Université Paris VII.

GARDEY D. (1995b), « Sténodactylographe : de la naissance d'une profession à sa féminisation », *Les Cahiers du Mage*, n° 1.

GARDEY D. (1996), « Du veston au bas de Soie : identité et évolution du monde des employés de bureau, 1890-1930 », *Le Mouvement Social*, n° 175.

GUILBERT M. (1966), *Les fonctions des femmes dans l'industrie*, Mouton, Paris.

GUILBERT M., ISAMBERT-JAMATI V (1956), *Travail féminin et travail à domicile*, CNRS, Paris.

HARDER-CHENU H. (1989), « La Formation d'une culture ouvrière féminine, les bonnetières troyennes, 1880-1939 », Thèse d'histoire, Université Paris VII.

HUDSON P., LEE W.R. Ed. (1990), *Women's Work and the Family Economy in Historical Perspective*, Manchester University Press, Manchester.

KESSLER-HARRIS A. (1981), *Women have always worked, a Historical Overview*, The Feminist Press, New York.

KNIBIEHLER Y. (Dit.) (1984), *Cornettes et blouses blanches, les infirmières dans la société française, 1880-1980*, Hachette, Paris.

KNIBIEHEER Y., FOUQUET C. (1980) *Histoire des mères. Du Moyen Âge à nos jours*, Montalba, Paris.

LESSELIER C. (1978), « Employées de grands magasins à Paris (avant 1914) » in numéro Spécial du *Mouvement Social*, n° 105.

LOUIS M.-V. (1994), *Le Droit de cuissage, France, 1860-1930*, Éditions de l'Atelier, Paris.

MARCHAND O., THÉWT C. (1991), *Deux siècles de travail en France*, INSEE, Paris.

MARRY C. (1995), « Polytechniciennes = Polytechniciens ? », *Les Cahiers du Mage*, 3-4.

MARTIN-FUGIER A. (1978), « La fin des nourrices », in numéro Spécial du *Mouvement Social*, n° 105.

MARTIN-FUGIER A. (1983), *La place des bonnes, la domesticité féminine à Paris en 1900*, Grasset, Paris.

MARTIN M. (1984), « Femmes et Société : le travail ménager (1919-1939) », thèse d'histoire, Université Paris VII.

MARTIN M. (1987), « Ménagère : une profession ? Les dilemmes de l'entre-deux-guerres », in numéro Spécial du *Mouvement Social*, n° 140.

MATHIEU N.-C. (1971, rééd. 1991), « Notes pour une définition Sociologique des catégories de Sexe », *L'anatomie politique, catégoriser, et idéologies du sexe*, Côté-femmes Éditions, Paris.

MEYERING A. (1990), « *La petite ouvrière surmenée: Family Structure, Family Income and Women's Work in Nineteenth-Century France* », in HUDSON P. et LEE W.R. Ed., *Women's Work and the Family Economy in Historical Perspective*, Manchester University Press, Manchester.

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'INÉGALITÉ

OMNÈS C. (1997), *Ouvrières parisiennes. Marchés du travail et trajectoires professionnelles au XXe siècle*, Paris, EHESS, Paris.

PERROT M. (1983), « Femmes et machines au XIX siècle », *Romantisme*, n°41.

PERROT M., (Dir.) (1978), « De la nourrice à l'employée... Travaux de femmes dans la France du XIXe siècle », numéro spécial du *Mouvement Social*, n° 105.

PERROT M., (Dir.) (1987), « Métiers de femmes », numéro spécial du *Mouvement Social*, n° 140.

RHEIN C (1977), « Jeunes femmes au travail dans le Paris de l'entre-deux-guerres », Thèse de géographie, Université Paris VII.

RIOT-SARGEY M. et ZYLBERBERG-HOCQUARD M. H. (1987), *Travaux de femmes au XIXe siècle*, Musée d'Orsay-CRDP, Paris.

ROBERT H. (1980), « Le machinisme et le travail féminin au XIXe siècle », Thèse, Université Paris I.

SCOTT J. (1987), « "L'ouvrière ! Mot impie, sordide..." », *Women Workers in the Discourse of French Political Economy*, 1840-1860, in JOYCE P. Ed., *The Historical Meaning of Work*, Cambridge University Press, p. 119-142, Cambridge.

SCOTT J. (1991), « La travailleuse », in *Histoire des femmes, Le XIXe siècle*, Tome 4, Plan, Paris.

SEGALEN M. (1980), *Mari et femme dans la société paysanne*, Flammarion, Paris.

SMITH B. (1989), *Les bourgeoises du Nord, 1850-1914*, Perrin, Paris.

SOHN A.-M. (1991), « Entre-deux-guerres, les rôles féminins en France et en Angleterre », in *Histoire des femmes*, Le se siècle, Tome 5, Plon, Paris.

THEBAUD E (1986), *La Femme ou temps de la guerre de 1914*, Stock, Paris.

THÉBAUD F. (1986), *Quand nos grands-mères damaient la vie : la maternité en France dans l'entre-deux-guerres*, PUL, Lyon.

TILLY L., SCOTT J. (1987), *Les femmes, le travail et la famille*, Rivages, Paris.

TRUANT C. (1996), « La maîtrise d'une identité ? Corporations féminines à Paris aux XVIIe et XVIIIe siècles », *Clio*, Histoire, Femmes et Société, 3.

VERDIER Y. (1979), *Façons de dire, façons de faire. La laveuse, la couturière, la cuisinière*, Gallimard, Paris.

WOOLF V. (1942, réed. 1995), « *Professions for Women* », *Killing the Angel in the House*, Penguin, London.

ZERNER S. (1985), *Travail domestique et forte de travail. Ouvrières et employées entre la Première Guerre et la grande crise*, Thèse de Doctorat, Université Paris X.

ZERNER S. (1987), « De la couture aux presses : l'emploi féminin entre les deux guerres », in

PERROT M. (Dit.) (1987), « Métiers de femmes », numéro spécial du *Mouvement Social*, n° 140.

ZYLBERBERG-HOCQUARD M. H. (1978), « Les ouvrières d'État (tabac-allumettes) dans les dernières années du XIXe siècle », in numéro spécial du *Mouvement Social*, n° 105.

ZYLBERBERG-HOCQUARD M.-H. (1978), *Féminisme et syndicalisme en France*, Anthropos, Paris.

ZYLBERBERG-HOCQUARD M.-H. (1981), « L'ouvrière dans les romans populaires du XIXe siècle », *Revue du Nord*.

ZYLBERBERG -HOCQUARD M.-H. (1995), « L'ouvrière » in *Historiens et Géographes*, n° 350.